



Ziglobitha,
Revue des Arts, Linguistique,
Littérature & Civilisations

Université Peleforo Gon Coulibaly - Korhogo

La culture chinoise au cœur de la coopération bilatérale Chine-Cameroun (1970-2017)

Achille Elvice BELLA

Université de Yaoundé I, Cameroun

achillebella@yahoo.fr

&

Stéphane Frantz ABOUDI ESSO ENYEGUE

Université de Yaoundé I, Cameroun

enyeguestephane668@gmail.com

Résumé : Depuis le début du vingt-et-unième siècle, la République Populaire de Chine (RPC) est engagée dans une spectaculaire offensive de charme, alliant désormais influence économique et influence culturelle, sur le continent africain. L'Afrique en général et le Cameroun en particulier est un terrain propice à l'étude de cette nouvelle stratégie chinoise. Cette étude permet de constater qu'à travers les Instituts Confucius, les dirigeants chinois entendent tout mettre en œuvre afin de préserver leurs intérêts économiques en Afrique et faciliter l'intégration de leurs entreprises et communautés diasporiques. En outre, la percée culturelle chinoise en Afrique contribue à une redéfinition des rapports de forces sur la scène internationale.

Mots-clés : Chine, influence, Afrique, Institut Confucius, intérêt, Culturelle

Chinese culture at the heart of CHINA-CAMEROON bilateral cooperation (1970-2017)

Abstract : Since the beginning of the twenty-first century, the People's Republic of China (RPC) is engaged in a spectacular charm offensive, now combining influence economic and cultural influence, on the African continent Africa in general and the Cameroon in particular is a fertile ground for the study of this new Chinese leaders intend to do everything possible to preserve their economic interests in Africa and facilitate the integration of their businesses and diasporic communities. In addition, this breakthrough cultural culture in Africa contributes to a redefinition of the balance of power on the international.

Keywords: China, influence, Africa, Confucius Institute, interest, cultural.

Introduction

Les relations entre l’Afrique et la Chine¹(remontent à l’époque de la dynastie Han (-206 avant J. C/+220 après J. C) (J. Barrat, 2009) Elles se sont interrompues en raison des ambitions maritimes de Pékin et de la colonisation européenne en Afrique. Dès lors, ces relations ont connu un affaiblissement jusqu’à la veille de l’émancipation totale des anciennes colonies. Le renforcement de la politique africaine de la Chine s’inscrit dans une tradition fondée d’abord sur la légitimité historique, née de l’implication de la Chine dans les luttes de décolonisation de plusieurs pays africains, ensuite sur l’héritage idéologique tiers-monde de la guerre froide, et, enfin sur la promotion des principes de non-ingérence et de neutralité comme socle du partenariat avec l’Afrique (J. C. Gehin Kouma, 2010, p. 17). La coopération culturelle entre les deux régions se développe à travers les échanges universitaires et la prolifération des instituts Confucius en Afrique, notamment au Kenya, au Zimbabwe, en Afrique du sud, en Egypte, au Rwanda, au Cameroun, en Mauritanie, à Madagascar, à l’Ile Maurice et à la Réunion (J. C. Gehin Kouma, 2010, p. 17).

Le Cameroun est l’un des pays africains sollicités par la diplomatie culturelle chinoise. En effet, c’est avec l’établissement des relations diplomatiques, le 26 mars 1971, que la coopération entre la Chine et le Cameroun connaîtra son véritable envol, après une période d’hibernation. La principale cause de l’officialisation tardive de ces relations réside dans l’état de tension qui existait dans les rapports politiques entre les deux pays pendant les années 1960 et 1970 (J. C. Gehin Kouma, 2010, p. 17). Celle-ci résidait dans l’intrusion réciproque de la Chine et du Cameroun, dans leurs affaires intérieures respectives².

Depuis lors, le domaine culturel était l’un des projets définis par Pékin et Yaoundé. Cette coopération culturelle, de l’avis de Narcisse Mouelle Kombi, se limitait à « l’octroi des bourses d’enseignement supérieur et de spécialisation à des jeunes camerounais » (N. Mouelle Kombi, 1996, p. 158). Par la suite, les deux pays ont conclu, le 27 août 1984 à Beijing, un accord de coopération culturelle pour promouvoir leurs relations d’amitié et renforcer leurs échanges culturels.

Au regard de ce passage en revue sommaire des actes et des faits historiques qui ont jalonné la coopération entre la Chine et le Cameroun, il convient de révéler que cette étude pose le problème des nouveaux enjeux géostratégiques entre les grandes puissances comme la Chine en Afrique et notamment au Cameroun à travers le levier culturel. Subséquemment, quelques

¹ Il convient de préciser avec l’auteur que les premiers écrits chinois en Afrique remontent au VIII^e siècle de notre ère, et que les flottes chinoises aient fait le tour d’Afrique dès le XV^e siècle.

² L’intrusion de la Chine dans la lutte pour l’indépendance du Cameroun d’une part, et l’ingérence du gouvernement camerounais dans le conflit sino-taiwanais d’autre part.

interrogations se profilent à l'horizon : Quelle est la stratégie d'offensive culturelle de la Chine dans sa politique de coopération avec le Cameroun ? Comment la création des centres culturels participe-t-elle à reconfigurer positivement la percée de la Chine au Cameroun ? Dans quelles perspectives, la coopération multisectorielle de la Chine trace-t-elle la carte de reconfiguration des rapports de forces entre les puissances au Cameroun et partant en Afrique ? L'hypothèse qui sous-tend cette étude souligne le fait que le domaine culturel occupe une véritable place de choix dans la coopération sino-camerounaise. Pour mener à bien cette étude d'ancrage historique, la méthode documentaire a été choisie comme cadre méthodologique d'identification, collectes et traitement des informations relatives à la coopération sino-camerounaise dans une approche diachronique et synchronique.

L'objectif de cette analyse est de scruter les défis de puissance de la Chine en Afrique à partir de la coopération culturelle au Cameroun. La nouvelle carte géopolitique présentant les velléités et des faits d'une diplomatie de quête de nouveaux alliés, il y a lieu de s'interroger sur l'avenir des relations sino-camerounaises dans un monde multipolaire.

L'exécution de cette dynamique de pensée s'organisera autour de trois axes décloisonnés. Le premier axe ouvrira les archives du passif de la coopération chinoise à la naissance de l'orientation multisectorielle (1) ; le deuxième axe examinera les facteurs liés l'implémentation des instituts Confucius au Cameroun (2), et le troisième axe questionnera les enjeux stratégiques d'affirmation internationale de la Chine en Afrique (3).

1. Du passif politique à la naissance d'une coopération multisectorielle

Le Cameroun et la Chine ont connu des rapports difficiles pendant la guerre froide du fait de leur appartenance à des blocs idéologiques opposés. Ils se sont longtemps regardés en chiens de faïence. Il faut dire aussi que les partenaires occidentaux ont souvent eu recours à des pressions voire des menaces à peine voilées pour dissuader les pays africains de coopérer avec les régimes communistes. Cette situation a commencé à évoluer lorsque la diplomatie de détente internationale a permis aux Etats de briser progressivement le carcan de la confrontation est-ouest et de gérer leurs intérêts nationaux sous le prisme de la *réal politik* et du patriotisme.

1.1. Les enjeux de la réconciliation Yaoundé-Pékin

- La fin de la rébellion de l'UPC en 1971

Depuis la conférence afro-asiatique de Bandung, la Chine de Mao Zedong soutenait fermement l'Union des Populations du Cameroun (UPC), un parti politique qui revendiquait par les armes l'indépendance du Cameroun. C'est la

raison pour laquelle, les relations sino-camerounaises ne furent pas très cordiales pendant la première décennie de l'indépendance du Cameroun, période au cours de laquelle le gouvernement de Pékin continuait à accorder son soutien à l'UPC. Ceci amène même le représentant camerounais à l'ONU³, à voter contre toutes les résolutions favorables au régime de Pékin de 1960 à 1969 (A. Ahidjo, 1969, p. 251). Avec le relâchement de l'aide de la Chine aux opposants, le Cameroun ne vota plus contre son admission. Il s'abstiendra de 1969 à 1970. L'écrasement du dernier front de l'UPC pro-chinois et l'arrestation de son leader, devaient ouvrir la voie à l'établissement des relations diplomatiques des deux pays le 26 mars 1971, sur la base des principes de la nouvelle politique étrangère de Mao : « *respect mutuel de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale et de la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures* » (M. Prouzet, 1974, p. 320).

En 1973, le chef de l'Etat camerounais, Ahmadou Ahidjo effectua une visite en Chine après avoir reconnu le régime de Pékin deux ans auparavant. Sous le Président Paul Biya, les relations entre les deux pays ont gagné en intensité. Depuis 1971, le Cameroun et la Chine ont entrepris une coopération fructueuse dans plusieurs domaines : politique, économique, commercial, culturel, éducatif, agricole et sanitaire. Cette coopération fait partie des quatre chantiers de la politique extérieure de la Chine (R. Snyder, Bruck et B. Sapin cités par D. Battistella, P. Vennesson, 2006, p. 359).

- Renforcement des relations Yaoundé-Pékin

Après de laborieux et francs pourparlers, Beijing et Yaoundé conviennent d'enterrer définitivement la hache de guerre, de cesser de se combattre pour des raisons idéologiques et de renouer des relations de confiance. En 1972, le Président Ahmadou Ahidjo décide d'envoyer une mission de bonne volonté en Chine et en Corée du Nord pour affermir les liens d'amitié nouvellement noués avec ces deux pays (J. R. Booh Booh cité par R. Morin-Allory, 2009, p.53). Il attendait beaucoup de cette première mission politique du Cameroun chez nos partenaires asiatiques, qu'il a personnellement préparée. « *Je l'ai compris seulement à notre retour de mission. Mais il s'est gardé de nous donner des instructions formelles* » (Ibidem) De retour de mission, le chef de l'Etat a approuvé sans réserve le rapport de mission de la délégation camerounaise et exprimé sa satisfaction pour le travail fait au ministre Vincent Efon. Il a marqué son accord d'effectuer une visite d'Etat

³ Le président Ahidjo justifia ainsi sa position face à l'admission de la Chine à l'ONU : « pour illustrer, je vous dirai que nous avons des preuves que la Chine populaire ou la Chine communiste aide ouvertement des terroristes qui cherchent à abattre le régime du Cameroun, qui cherchent à changer ce régime ; nous avons des preuves que la Chine communiste a formé des terroristes en Chine communiste, et qui sont revenus et qui ont été arrêtés avec des preuves, ce qui fait que la question de principe mise à part, en ce qui concerne le Cameroun, compte tenu de cette attitude de la Chine, la délégation camerounaise s'opposera à son admission aux Nations Unies ».

en Chine en 1973 et chargé son secrétaire général à la Présidence Paul Biya d'assurer personnellement le suivi des études techniques des projets du palais de congrès de Yaoundé et du barrage de Lagdo.

En 1973, le Président Ahidjo est chaleureusement accueilli à Beijing par le chef du gouvernement Zouen Lai et par le président Mao Ze Dong ; ce qui constituait un geste politique significatif à l'époque. Car Mao s'étant retiré de la gestion des affaires courantes de l'Etat, n'apparaissait qu'exceptionnellement en public pour accueillir certains invités de marque de la Chine.

La visite du chef de l'Etat fut suivie avec intérêt et curiosité par les médias internationaux, car il convient de rappeler que nous sommes toujours en période de guerre froide où tout rapprochement d'un pays africain avec un Etat communiste n'est pas apprécié en occident. A la fin de la visite d'Etat, les hauts responsables des deux pays ont entériné l'exécution de deux projets retenus au niveau ministériel en 1972 et esquissé l'évolution future de leur coopération dans les domaines de la santé, des infrastructures, de la culture, de l'agriculture.

1.2. *De l'établissement d'une relation diplomatique à l'avènement d'une diplomatie culturelle chinoise en Afrique*

La Chine reste un acteur marginal en raison de ses faiblesses. Toutefois, elle ressent la nécessité de réformer sa diplomatie culturelle pour renforcer le *soft power* chinois.

- Discours chinois sur le soft power de la Chine

Le déploiement des acteurs chinois en Afrique s'inscrit dans le contexte global de bouleversement des équilibres mondiaux induit par l'essor des pays émergents. L'échec relatif des ajustements structurels imposés par les pays occidentaux aux Etats africains (notamment les réformes libérales conduites sous l'impulsion des institutions de Bretton Woods) contraste avec le relatif succès du développement économique chinois. Dès lors, le consensus de Washington⁴ pourrait selon certains céder le pas face au consensus de Pékin (N. Françoise, 2014, p. 39). Les principes invoqués par Pékin dans sa relation avec les Etats africains en général et le Cameroun en particulier demeurent basés sur ceux établis par l'ancien Premier Ministre Zhou Enlai. Entre 1949 et 1976, la Chine reste un acteur marginal en raison de ses faiblesses économiques et difficultés intérieures. Mao perçoit l'Afrique comme une terre d'exportation de la révolution : les motivations chinoises sont principalement politiques. Le pays

⁴ Aujourd'hui, la Chine est par exemple favorable à la création d'une banque de développement pour le Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud (BRICS) qui pourrait notamment octroyer des financements aux pays africains selon des critères moins contraignants en termes de gouvernance que ceux de la banque mondiale

entretient toutefois peu de contacts avec l’Afrique avant la conférence de Bandung en 1955.

La visite du Premier ministre Zhou Enlai dans dix pays africains entre décembre 1963 et février 1964 pose les principes de l’aide chinoise (D. Benazéraf, 2014). Dans son discours d’Accra, Zhou Enlai énonce huit principes encore évoqués aujourd’hui par les dirigeants chinois : égalité, bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, absence de conditionnalités, faibles taux d’intérêt, facilités d’échelonnement de la dette, qualité des matériaux, transferts d’expertise (D. Brautigam, 2009, p. 33). Au nom de la solidarité Sud-Sud, la Chine se pose elle-même en partenaire naturel des pays africains et leader du monde en développement (J. Kurlantzick, p. 201). Elle devient le premier bailleur parmi les pays en développement dès 1956 avec l’établissement de son programme d’aide (D. Brautigam, *op.cit.*, p. 33).

Le déploiement des outils du *soft power* chinois sera aussi guidé par des considérations pragmatiques avant d’être affirmé politiquement dans la seconde moitié des années 2000. D’une part, les besoins de la Chine en ressources naturelles pour alimenter la croissance intérieure imposent des relations renforcées avec les pays africains producteurs de matières premières dans un monde pacifié ; d’autre part, la présence chinoise en Afrique souffre à l’étranger d’une image négative que les dirigeants chinois cherchent à contrer.

Toutefois, dans un discours majeur en octobre 2007, le Président Hu Jintao mentionne pour la première fois le concept de *soft power*, en affirmant que la culture doit être renforcée et faire partie du pouvoir de la Chine, dans l’intérêt du peuple. Lors d’une réunion du bureau politique en juillet 2010, il insiste sur la nécessité de réformer sa diplomatie culturelle pour renforcer le *soft power* chinois (D. Bénazéraf, *op.cit.*, p. 12). En octobre 2010, le comité central du PCC approuve le plan quinquennal 2011-2015, dont le chapitre 44 promeut l’exportation de produits culturels et les initiatives des médias chinois à l’étranger, afin de « renforcer la compétitivité à l’international et le pouvoir d’influence de la culture chinoise, et améliorer le soft power du pays ».⁵ Ces annonces et mesures soulignent dans quelle mesure les dirigeants chinois ont considéré que la participation de la Chine dans la compétition internationale nécessite de faciliter la compréhension de la culture chinoise.

La diffusion du modèle, officiellement labélisé « coopération sud-sud », passe par des vecteurs plus diffus que les outils culturels, éducatifs ou encore médiatiques, tels que l’aide au développement, les investissements ou encore les accords commerciaux. Elle contribue par là même à l’exportation de normes chinoises susceptibles d’entraîner une nouvelle dépendance des pays en

⁵ 12^e plan quinquennal (2011-2015), disponible sur : <http://news.sina.com.cn/c/2011-03-17/055622129864.shtml>, consulté le 23 octobre 2019.

développement aux volontés de la Chine. Pour autant, il s'agit pour l'heure moins pour les dirigeants chinois de chercher à imposer leur standard industriel et commercial, que de contourner les puissances traditionnelles tout en améliorant l'attractivité du pays et la compétitivité de ses entreprises.

Cette stratégie permet *in fine* pour la Chine, de se forger une image respectable de puissance responsable, tout en continuant en réalité de protéger sa différence et ses intérêts nationaux. Toute chose qui lui permet de conserver les avantages que lui confère un statut de pays toujours en développement.

- La diplomatie culturelle chinoise au Cameroun

Si la Chine a octroyé des bourses pour les étudiants de pays africains bien avant la formation du concept de soft power en 1990, les échanges et contacts sino-africains ont été considérablement renforcés depuis les années 2000 dans des domaines variés : festivals, films, musique, éducation, sport, tourisme. Ainsi, des programmes pour la promotion de la culture chinoise ont été mis en place à partir de 2006. Le ministre chinois de la culture, Sun Siazheng, estimait à cette date que : « *la culture constitue le troisième pilier de la diplomatie chinoise après la politique et l'économie* ». ⁶ La même année, le secrétaire du département de la propagande du Parti communiste, Li Changchun, affirmait que : « *la Chine doit commercialiser des produits culturels à l'international, notamment à travers l'exportation des films ou le développement des médias chinois à l'étranger* » (L. Hongyi, 2012, p.82).

La Chine a signé plus de 65 accords culturels avec des pays africains et adopté 150 plans de mise en œuvre. ⁷ Dans le domaine de coopération éducative, 19 universités chinoises ont établi des programmes de coopération avec 29 universités africaines dans 23 pays dès 2003. Sous la forme de jumelages, ces coopérations s'inscrivent dans la lignée du discours chinois sur les échanges mutuels. Les rapports que le Cameroun entretient avec la Chine sont essentiellement sous-tendus par l'impératif du développement. Les échanges culturels jouent un rôle de plus en plus important dans les relations internationales contemporaines.

L'accord de coopération culturelle entre le Cameroun et la Chine, signé à Beijing le 27 août 1984, rythme les échanges culturels entre les deux pays. Ces échanges se manifestent au niveau de la formation artistique et culturelle, de l'échange de troupes artistiques, du développement des infrastructures et d'équipement dans le domaine culturel et artistique, de l'échange de productions

⁶ Sun Jiazheng, 74 ans, homme politique chinois, Wuhan (Chine), 18 mai 2018.

⁷ L. Jintae et Tehang Xiaomin, « china's african policy and its soft power », in *Antepodium*, Université Victoria de Wellington, disponible sur : <www.Victoria.ac.nz/atp/articles/pdf/Jianbo_Xiaomin-2009.pdf>; consulté le 23 octobre 2019.

cinématographique et audio-visuelles. De même, le Cameroun fait partie des rares pays africains à abriter un Institut Confucius, destiné à promouvoir la langue et la culture chinoise, et à stimuler ainsi la coopération bilatérale. Créé en 2007, lors de la venue du Président chinois Hu Jintao au Cameroun, l'Institut Confucius de Yaoundé est le tout premier du genre en Afrique noire francophone.

2. L'implantation des instituts Confucius au Cameroun comme gage de puissance pour la Chine

Plus de 2000 ans après sa mort, Confucius est réhabilité pour symboliser la puissance chinoise et lui donner les moyens du soft power dont elle a toujours en besoin. Le décollage économique fulgurant de la Chine ne lui a pas fait oublier la formidable opportunité que constitue pour elle, le rayonnement culturel (J. C. Gehin Kouma, *op.cit.*, p.65). A cette fin, la Chine développe depuis quelques années un ensemble d'outils pour rendre son émergence non pas menaçante, mais attrayante. Cette approche douce fait aujourd'hui l'une des pièces maîtresses de la politique étrangère de la Chine. Dans la pratique, cela se traduit notamment par l'implantation des établissements culturels chinois dans le monde en général, et au Cameroun en particulier.

2.1. Les logiques traditionnelles de la culture chinoise

- L'établissement des instituts Confucius au Cameroun comme centres de représentativité culturelle

La diffusion des valeurs culturelles par la Chine lui permet d'accroître son prestige ainsi que son influence dans le monde. Les instruments utilisés pour diffuser sa culture sont nombreux : l'état actuel d'implantation d'institut Confucius dans le monde est assez sérieux. Ainsi, baptisés du nom du célèbre humaniste chinois du Vie siècle avant Jésus Christ, qui prônait la soumission à une autorité vertueuse, les Institut Confucius sont des établissements culturels publics implantés depuis 2004 dans le monde par la Chine (J.C. Gehin Kouma, *op.cit.*, p. 65)

Pour ce faire, elle s'appuie sur un réseau d'instituts et de classes Confucius, placés sous le patronage du Hanban, le Bureau national pour l'enseignement du chinois langue étrangère. A cet effet, un acteur culturel observe que « *Les Instituts Confucius sont à n'en pas douter, el bras armé de la politique chinoise de la sinophonie, ce qui est légitime dans la mesure où le chinois acquiert une dimension internationale* » (J. Bellassen, 2014, p. 66). A cet aspect linguistique s'ajoute également une dimension politique d'affirmation de la puissance et d'image, à travers la promotion des valeurs culturelles (*Ibidem*).

Barthélemy Courmont affirme que « *Les Instituts Confucius sont la face la plus visible d'une offensive culturelle souhaitée et fortement assistée par les pouvoirs publics chinois* » (*Ibid.*, p. 64). Entre 2012 et 2017, l'Institut Confucius s'est implanté dans 34 nouveaux pays, avec 116 nouveaux instituts et 541 nouvelles classes Confucius dans des écoles primaires et secondaires. Selon le recensement de janvier 2019 du Hanban, les Instituts Confucius sont présents dans 154 pays à travers le monde, pour un total de 548 Instituts Confucius et 1193 classes Confucius. Ces instituts fonctionnent généralement en partenariat avec des universités ou établissements supérieurs. L'Afrique compte 54 Instituts Confucius, ce qui correspond exactement au nombre de pays que comporte le continent. Ainsi, le premier Institut Confucius a été ouvert en novembre 2004, à Séoul (J. C. Gehin Kouma, *op.cit.*, p. 63)

L'Afrique a vu arriver son premier Institut en 2005, à Nairobi (*Ibid.*, p.64) Selon le Hanban, la Chine envisage mettre en place un millier d'Instituts Confucius avant 2020. Le budget de chaque Institut est de 400 000 dollars par an,⁸ soit 239.208.000FCFA.

La politique de l'Etat Chinois semble très volontariste, pragmatique et ciblée. Elle s'appuie sur des institutions locales, telles que les universités, les écoles, les services pédagogiques. Néanmoins, la puissance culturelle de la Chine s'articule à titre exclusif autour de l'Etat, au sens gouvernemental du terme (J.C. Gehin Kouma, *op.cit.*, p. 68). Et comme le souligne Samuel Huntington, « *La puissance d'un Etat (...) est donc normalement évaluée par la mesure des ressources dont il dispose par rapport à celles qui possèdent les autres Etats (...) qu'il essaye d'influencer* » (S. Huntington, 1997, p. 111). La Chine a établi des relations diplomatiques avec le Cameroun en mars 1971. Et la coopération dans le domaine éducatif entre les deux pays est devenue de plus en plus importante à partir des années 1990, avec l'ouverture en 1996 d'un centre d'enseignement de la langue chinoise, qui s'est transformé en Institut Confucius onze ans plus tard, à l'Université de Yaoundé II.

Depuis 2007, la Chine a offert au Cameroun, trois Instituts Confucius, implantés dans les villes de Yaoundé, Douala et Maroua. Ces instituts diffusent la culture chinoise au travers de la langue, mais aussi des arts et de la danse. « Or dénombre en 2017, plus de 15 000 étudiants dans ces trois centres. Et chaque année, le nombre d'inscriptions augmente de plus de 1000 élèves ». Chaque année, l'institut organise un concours « *Chinese bridge* » pour la maîtrise de la langue et la culture chinoise. « Le Hanban finance aussi des cours intensifs organisés autour des colonies de vacances, et qui sont connus sous l'appellation de « *Sumer camp* ». L'institut met donc à la disposition des apprenants, des cours de mandarin qui sont dispensés par des enseignants camerounais et chinois. A

⁸ [Htp://french.peopledaily.com.cn/culture/6962962.html](http://french.peopledaily.com.cn/culture/6962962.html).p. 41. Consulté le 26/10/2019

cette formation, s'ajoute un enseignement en ligne, permettant aux internautes de bénéficier des leçons de chinois.

L'institut Confucius dispose d'une bibliothèque, dont l'accès est ouvert à tous où on peut accéder à la documentation sur tout ce qui concerne la civilisation chinoise. Cette formation s'adresse d'après les explications d'Etienne Songa, aux jeunes scolarisés, étudiantes, cadres administratifs publics et privés, hommes d'affaire, etc. et d'après Lin Jinghui, « la Chine prête une attention particulière à l'éducation ». Depuis plusieurs années, des étudiants camerounais poursuivent leurs études dans les universités chinoises. A cet effet, ces étudiants bénéficient de la bourse de coopération chinoise, et entre autres, ils sont pris en charge par la Chine. L'objectif est d'offrir des aides financières aux personnes concernées, pour aller étudier dans des universités en Chine qui proposent aussi des activités culturelles et sociales afin d'enrichir l'enseignement.

D'après Jian Yujiao, « leur vocation est avant tout de valoriser et de transmettre la langue chinoise et les éléments culturels proposés sont les plus facilement exportables ». Ces instituts participent à la construction d'une politique étrangère de long terme, d'un *soft power* qui vise clairement à agir sur les mentalités et apaiser si possible les craintes liées à la menace de la montée en puissance de la Chine.

2.2. Les stratégies chinoises de financement

La Chine peut compter sur ses institutions financières à l'instar de la EXIMBANK CHINA, mais aussi sur son développement économique, qui est perçu comme un facteur remarquable de son développement.

- Les supports de financement publics : cas de l'EXIM BANK

La disparition du monde bipolaire à la fin des années 1980 s'est traduite sur le plan de l'économie géopolitique, par une affirmation de la Chine en tant qu'acteur majeur de l'Afrique. Au cours de ces dernières années, ce pays a développé sur le continent africain, une stratégie agressive de pénétration des marchés. Exploitant les faiblesses de relations paternalistes longtemps fondées sur des zones d'influence historico-politique entre les puissances occidentales et les pays africains, la Chine, appuyée en cela sur son potentiel financier actuel, a acquis d'importants marchés dans de nombreux pays africains. En la matière, la réussite de cette stratégie est fondée sur sa politique de coopération, sa capacité financière à mobiliser des fonds et son dynamisme dans la mise en œuvre des projets au travers d'entreprises d'états qu'elle ne cesse de promouvoir.

Sur le plan financier, la Chine dispose d'une réserve de change colossale de plus de 1900 milliards de dollars pour l'essentiel à la disposition de l'*Exim Bank* (China Export-Import Bank) de façon à mener sa politique d'investissement

à l'étranger (I. Magassa, 2011, p. 29). Cette banque étatique joue un rôle essentiel dans la rétrocession de prêts gouvernementaux étrangers et elle est par ailleurs commise par l'Etat chinois pour proposer des prêts à des conditions préférentielles. Mais aussi pour négocier des contrats de travaux publics ou tout type d'investissement à l'étranger. Ceci s'applique en particulier à l'Afrique. Cette banque, à caractère politique créée en 1994, est entièrement détenue par l'Etat chinois et relève directement de l'autorité du Conseil des Affaires de l'Etat (*Ibidem*).

Dans le monde, l'Exim Bank dispose d'un bureau de représentation pour le Sud-est de l'Afrique. Elle a noué des relations par le biais de quelques 300 représentations à travers le monde. Cette structure bancaire et financière est un acteur majeur du développement économique et commercial de la Chine à l'étranger. Elle est le principal canal de financement à caractère dit politique des exportations de produits mécaniques et électroniques, des installations clés en main, ainsi que des contrats de travaux publics et de tous types d'investissements à l'étranger. Jusqu'en 1995, l'aide bilatérale chinoise prenait la forme de dons, qui étaient souvent en nature dans le cas des projets dans la santé et l'éducation et de prêts sans intérêt pour la réalisation de travaux. Depuis, elle a ajouté les prêts à taux concessionnels.

La place prise par les prêts sans intérêt et l'aide concessionnelle a conduit la Chine à procéder à de régulières remises de dettes.⁹ L'aide s'effectue sans transfert financier. Le gouvernement africain soumet une demande à l'*Exim Bank* et, après évaluation par le Mofcom, un accord cadre est signé entre gouvernements. Une fois qu'elles ont réalisé les projets prévus dans l'accord, les entreprises chinoises présentent leurs factures au maître d'ouvrage qui les soumet, via son gouvernement, à l'*Exim Bank*. Le gouvernement africain rembourse les intérêts et le capital à l'*Exim Bank*.

« Cette institution poursuit en général la stratégie « go globale » de la Chine ainsi que plus spécifiquement sa stratégie africaine, dont les objectifs clefs sont : l'extraction de ressources naturelles, l'expansion des échanges commerciaux et financiers avec les pays africains, la promotion des sociétés et de la culture chinoises en Afrique.

Le montant des marchés remportés par la Chine s'est accru à partir de 2010 grâce à la conclusion de contrats d'envergure, visant la construction de grandes infrastructures dans les secteurs de l'hydroélectricité, des transports et des télécommunications sur le territoire camerounais. L'hydroélectricité fait figure de secteur clé pour les sociétés chinoises qui ont assuré la construction de

⁹ Au forum sino-africain de 2000, la Chine a annulé 1,4 milliard de dettes pour 31 pays. en 2005, le président Hu Jintao a annoncé sa participation à l'initiative des pays pauvres et très endettés (IPTE) et en 2007, le Mofcom a accordé des allègements de dette pour 33 pays africains. Anonyme, 37 ans, Diplomate chinois, Yaoundé, 29 octobre 2018.

plusieurs édifices. Le barrage réservoir de Lom Pangar, le plus grand de ce type au Cameroun, bâti par l'entreprise *China Water an Electricity (CWE)*. Le barrage de Mékin, attribué en 2010 à l'entreprise *China National Electric Engineering Group (CNEEG)* et financé à hauteur de 85% par la *Exim Bank*.¹⁰

Les sociétés chinoises construisent également des infrastructures de transport, notamment des routes comme celle reliant Yaoundé à l'aéroport de Nsimalen. Dont la construction a débuté en 2013. Ou encore celle entre Kribi et Lolabé (emplacement du port). Le port en eau profonde de Kribi a également été financé à hauteur de 85% par la *Exim Bank*.¹¹ Dans le secteur des télécommunications, le groupement *China Unicom, Huawei Marine* et Camtel a achevé la pose du premier câble sous-marin de fibre optique reliant le Brésil au Cameroun en septembre 2018.

3. La stratégie d'affirmation internationale chinoise

La Chine a déjà émergé comme puissance économique majeure, mais elle entend s'installer sur tous les créneaux de la puissance. Elle développe une stratégie cohérente et intégrée, visant à s'affirmer comme une puissance de référence : économique, militaire, diplomatique, politique, culturel et idéologique. Elle entend proposer un véritable modèle de développement et de gouvernance nationale, et une restructuration de la gouvernance mondiale.

3.1. La Chine et la nécessité de l'affirmation mondiale

- La fin du Maoïsme à la diplomatie de souveraineté

La faible place qui y est accordée aux droits de l'homme, n'a pas empêché la Chine de regagner sa place dans le concert des nations à la fin de l'ère maoïste, puis d'enregistrer un triomphe diplomatique, à la mesure de sa montée en puissance économique, à son entrée dans le XXI^e siècle. Lorsque la République populaire de Chine est proclamée, en 1949, les pays occidentaux refusent de la reconnaître. Son alliance avec le bloc socialiste prend fin dès 1958. En 1960 une guerre frontalière, qui l'oppose à l'Inde, la coupe du bloc tiers-mondiste. Dès lors, la Chine bientôt plongée dans la révolution culturelle de 1966, n'est plus qu'un paria sur la scène internationale.¹²

Dans les années 1970, cependant, la Chine effectue son retour sur la scène internationale. En 1971, Beijing récupère le siège chinois à l'ONU (Assemblée générale et surtout conseil de sécurité), jusqu'alors occupé par Taïwan. En 1972, des liens diplomatiques sont rétablis avec le Japon et les États-Unis, puis dans la

¹⁰ Direction Générale du Trésor, « La Chine premier partenaire économique du Cameroun, est également son premier créancier », Economie.gouv.fr, 4 octobre 2018.

¹¹ Direction Générale du Trésor, « La Chine premier partenaire économique... ».

¹² Anonyme, « Les enjeux de la Chine au XXI^e siècle », Rozsarolgyi.free.fr, 15 mai 2009.

foulée, avec l'ensemble des pays occidentaux et asiatiques. Le processus est achevé à la fin des années 1980 par la normalisation des relations avec Moscou et l'Inde.¹³

Les années 1990 voient, parallèlement à la montée en puissance économique de la Chine, son affirmation diplomatique. Toutes les autres puissances s'efforcent en effet d'appuyer les efforts de leurs hommes d'affaires, pour s'implanter sur le fabuleux marché potentiel que constitue la Chine. Parallèlement, Beijing utilise la puissance que lui confère le droit de veto associé à son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour évacuer de l'agenda de l'organisation internationale, les questions qui l'indisposent. Ce repositionnement diplomatique radical va trouver son couronnement en 2001 dans deux décisions d'instances représentatives, dans des domaines très différents, de la communauté internationale. La première est la décision d'attribuer à Beijing, l'organisation des jeux olympiques de 2008. La seconde est l'admission de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à compter du 1^{er} janvier 2002.¹⁴

La Chine a pour le moment encore besoin de la paix dans le monde pour pouvoir se développer (transfert de technologies, échanges). Toutefois, son objectif reste pour le moment d'assurer sa croissance économique : c'est pour cette raison qu'elle investit massivement en Afrique pour pouvoir s'assurer l'accès à des matières premières nécessaires. Et concernant la Syrie, elle a opposé son veto avec la Russie à une intervention de l'ONU pour deux raisons majeurs : d'abord parce qu'elle veut continuer à défendre l'idée de souveraineté nationale, mais aussi parce qu'elle estime avoir été bernée en Lybie, où l'intervention de l'OTAN, qui devrait être humanitaire est devenue de la cobelligérance.

3.2. *Coopération gagnant-gagnant : leitmotiv de la diplomatie chinoise en Afrique*

De l'appui aux mouvements indépendantistes et aux gouvernements non alignés, au financement des grands travaux d'infrastructures et de projets dans des secteurs aussi divers que la pêche, le textile et l'agriculture, entre la Chine et l'Afrique, se sont tissés des rapports étroits. Lesquels ont trouvé leur première formalisation dix à quinze ans après l'avènement de la RPC, avec l'établissement de liens diplomatiques. Comme l'Afrique, la Chine avait connu le joug colonial. Comme elle, son économie reposait alors sur une base essentiellement agricole.

Pays pauvre, en proie à d'importantes difficultés internes, la Chine se faisait à l'époque le devoir d'aider financièrement l'Afrique au nom de cette communauté « afro-asiatique », de l'esprit de Bandung et de la solidarité sud-sud. Quitte à consentir à d'énormes sacrifices.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Anonyme, « Les enjeux de la Chine... ».

Le retour spectaculaire de la Chine sur le continent à compter des années 1990, après une relative éclipse, est intimement lié à la rapide conversion et extraversion de l'économie chinoise et à la mutation de son tissu productif, suite aux réformes entamées par Deng Xiaoping fin 1978. Cette nouvelle période se caractérise par des changements significatifs du point de vue du rapport entre la Chine et l'Afrique. Si la dimension économique a pris le dessus sur la dimension idéologique dans la relation sino-africaine, la logique de coopération et les modalités de l'aide chinoise à l'Afrique n'en témoignent pas moins d'une remarquable continuité sur le plan des principes et du discours (J. Chaponnière, 2008, p. 201).

Par cette relation qu'elle présente comme « gagnant-gagnant », la Chine entend en effet participer au développement de l'Afrique, sans pour autant lui indiquer la voie à suivre, en lui offrant son aide et son savoir-faire en contrepartie d'avantages, de concessions à finalité économique. Lesquels, affirment les officiels chinois, seront en retour également profitables au continent, en contribuant au renforcement de son tissu productif (S. Lu, 2008, p. 17). Cette vision de la coopération explique que l'essentiel de l'aide (70% environ) se concentre dans des projets d'infrastructures. Un domaine d'investissement longtemps négligé par les bailleurs de fonds traditionnels, au profit du renforcement institutionnel et de la lutte contre la pauvreté.

Conclusion

En définitive, le Cameroun occupe une place non négligeable dans la politique étrangère de la Chine. Pour cette dernière, le rapprochement avec l'Afrique en général et le Cameroun en particulier s'inscrit dans une stratégie de consolidation des relations Sud-Sud et de renforcement des liens d'amitié. La Chine certes a consolidé ses liens diplomatiques, économiques et de coopération avec Cameroun, mais, pour ce faire, elle a également eu recours à la diplomatie culturelle amorcée dans les années 1971 en jouant sur ses liens culturels et historiques. Il apparaît donc qu'au-delà de la rationalité qui a poussé les dirigeants Chinois à utiliser la culture comme un véritable levier de leur politique africaine, c'est toute la relation entre l'interne et l'externe, dans la définition de la politique étrangère, qui est ici mise en exergue.

Références bibliographiques

- Ahmadou Ahidjo, 1969, Recueil des discours présidentiels, 1957-1968, Yaoundé, p. 251.
- Anonyme, 2009 « Les enjeux de la Chine au XXIe siècle », *Rozsarolgyi.free.fr*, 15 mai.
- Barrat Jacques, 2009, « La chinafrique » : un titre de papier ? », in *Géostratégiques*, n°25.
- Benazéraf Daniel, 2014, « Soft power chinois en Afrique : Renforcer les intérêts de la Chine au nom de l'amitié sino-africaine », IFRI
- Booh Booh Jacques-Roger, 2009, « Cameroun : Dans les coulisses des relations avec la Chine il y a 40 ans », *AllAfrica.com*.
- Brautigam Deborah, 2009, *The Dragon's gift: the real story of china in Africa*, Oxford University Press, Oxford.
- Chaponnière Julie, 2008, « L'aide chinoise à l'Afrique, origines, modalités et enjeux », in *L'économie politique*, vol 38.
- Chomtang Fonkou Marie Noelle, 2006-2007, « Les enjeux géopolitiques de la nouvelle politique africaine de la Chine », Mémoire, Université de Yaoundé 2, IRIC.
- Connexions, 2010, « Shanghai 2010 et soft power chinois », mars
- Direction Générale du Trésor, 2018, « La Chine premier partenaire économique du Cameroun, est également son premier créancier », *Economie gouv.fr*, 4.
- Gehin Kouma Jean Claude, 2010, « Le facteur culturel dans la coopération sino-camerounaise : le cas de l'implantation de l'institut Confucius à l'institut des relations internationales du Cameroun », Master II en Relations Internationales, Université de Yaoundé II.
- Hongyi Lai, 2012, « china's cultural diplomacy, giving for soft power », in *Lai Honzyi et Lu Yiyi*.
- Huntington Samuel, 1997, *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris.
- Jiang Yujiao, 42 ans, 2018, directrice chinoise de l'Institut Confucius, Yaoundé.
- Jintae Li et Tchang Xiaomin, 2012, « china's african policy and its soft power », in *Antepodium*, Université Victoria de Wellington.
- Kurlantzick Joshua, 2007, *Charm offensive. How china's soft power is transforming the world*, Yale University Press, Yale.
- Magassa Ibrahim, 2011, « Stratégies chinoises de financement et de pénétration des marchés africains », *Outre-Terre*, vol. 30, n°4.
- Mouelle Kombi Narcisse, 1996, *La politique étrangère du Cameroun*, L'Harmattan, Paris.
- Nicolas Françoise, 1974, « La Chine et les institutions économiques multilatérales, entre révisionnisme et statut quoi », in *Politique étrangère*, vol. 79, n°2,
- Prouzet Marie, 2014, *Le Cameroun*, 5gdj, Paris.

Shaye Lu, 2008, « La Chine, une opportunité et non une menace pour l’Afrique »,
Fondation Gabriel Péri, janvier.

Snyder Richard., Bruck et Sapin Burton, 2006, *Dictionnaire des relations
internationales. Approches, concepts, doctrines*, Dalloz, Paris.
[Http://french.peopledaily.com.cn/culture/6962962.htm](http://french.peopledaily.com.cn/culture/6962962.htm)
<http://news.sina.com.cn/c/2011-03-17/055622129864.shtml>,